

# Ce que la politique économique de Macron doit faire pour les classes populaires et moyennes

 [abonnes.lemonde.fr/idees/article/2017/11/01/ce-que-la-politique-economique-de-macron-doit-faire-pour-les-classes-populaires-et-moyennes\\_5208568\\_3232.html](https://www.lesabonnes.lemonde.fr/idees/article/2017/11/01/ce-que-la-politique-economique-de-macron-doit-faire-pour-les-classes-populaires-et-moyennes_5208568_3232.html)

Philippe Martin et Jean Pisani-Ferry, anciens contributeurs au programme du candidat Macron, appellent le gouvernement à maintenir le rythme exigeant des réformes pour réussir la transformation de l'Etat et de l'économie.

LE MONDE | 01.11.2017 à 06h30 | Par Jean Pisani-Ferry (Professeur à Sciences Po) et Philippe Martin (Professeur à Sciences Po)

La politique économique d'Emmanuel Macron fait débat. C'est naturel, car elle repose sur des choix tranchés. Ceux-ci peuvent être discutés. Encore faut-il les comprendre, et d'abord les formuler.

La nouvelle équipe gouvernementale a hérité d'une situation économique favorable, la meilleure depuis dix ans. Avec une reprise autoentretenu, où la création d'emplois soutient la demande, l'économie française est installée pour les prochains trimestres sur une tendance de croissance à 2 %. Toujours méfiants à l'égard de la politique, les Français sont désormais plus confiants sur leur avenir économique.

## Des faiblesses connues

D'autres auraient pris prétexte de cette embellie pour différer les réformes. Or elles sont urgentes car, sans action d'ampleur, nos faiblesses structurelles induiraient vite ralentissement économique, affaiblissement de l'investissement et arrêt de la baisse du chômage, avec pour conséquence un maintien de la précarité. Ces faiblesses sont connues : un déficit de compétences (qui serait bientôt redevenu le premier obstacle à l'embauche), un retard d'innovation (les start-up ne doivent pas cacher la faible appropriation du numérique par les PME) et une compétitivité en berne (ce sont d'abord les importations qui profitent de la reprise).

Sauf quand une crise oblige à tout faire en même temps, les gouvernements choisissent souvent entre priorités économiques (les réformes) et budgétaires (l'assainissement). En Allemagne, Gerhard Schröder a ainsi fait des réformes sans assainissement, puis Angela Merkel de l'assainissement sans réformes. La première raison en est qu'à court terme les réformes n'accélèrent pas la croissance, et parfois la ralentissent ; il n'est donc pas opportun d'y ajouter une restriction budgétaire. La deuxième est qu'il vaut mieux réduire le coût des licenciements quand les entreprises sont en croissance, car cela accélère les embauches, plutôt qu'en stagnation, où cela précipite les réductions d'effectifs. La troisième est d'ordre politique : les réformes seront jugées par l'opinion en fonction de l'évolution de l'emploi dans les trimestres à venir. C'est analytiquement contestable (elles n'auront pas beaucoup le temps d'agir) mais politiquement inévitable. Il importe donc de préserver la dynamique de croissance actuellement à l'œuvre.

## Capital de sympathie

Laisser filer le déficit aurait cependant compromis notre capacité de peser sur le débat européen. Plutôt que de dépenser son capital de sympathie pour se justifier, Emmanuel Macron a fait le choix de l'utiliser pour proposer. L'équilibre retenu est un chemin de crête : il vise à ne pas casser la reprise parce que l'ambition des réformes sur le plan national est prioritaire, tout en respectant a minima les normes européennes. Dès avant l'annulation de la taxe sur les dividendes, le gouvernement prévoyait une très faible réduction du déficit structurel en 2018, de l'ordre de 0,1 point de PIB, alors que Bruxelles attendait nettement plus (les textes prévoient 0,6 point).

La politique budgétaire sera cependant plus restrictive que ne le suggèrent les calculs usuels. En effet, l'ensemble des baisses d'impôt sur le capital interviendront dès 2018. Or elles ne modifieront que graduellement les comportements d'investissement, tandis que les mesures en dépense, comme la réduction rapide des emplois aidés, auront un impact immédiat. Cet effet de composition négatif est très probablement supportable

compte tenu de la vigueur de la conjoncture. Dans un contexte d'euro fort et d'aléas politiques internationaux, il comporte néanmoins une part de risque économique.

Le budget représente aussi une prise de risque politique, dont témoigne l'âpreté du débat sur les effets distributifs des mesures fiscales. Le choix de procéder en une fois aux baisses d'impôt sur le capital est économiquement rationnel, mais suscite inévitablement un questionnement sur l'équité de la stratégie, surtout lorsque sa contrepartie est d'étaler (taxe d'habitation), de décaler (basculer cotisations sociales-CSG) ou de repousser (prime d'activité, emplois francs) les mesures favorables aux classes populaires et aux classes moyennes. Le gouvernement a annoncé vouloir répondre aux attentes de ces catégories dans la suite du quinquennat, cela suppose qu'il en ait les moyens budgétaires.

## Trois conditions

Quelles sont sur ces bases les conditions du succès ? Nous en voyons trois.

Premièrement, viser haut en matière de protection du travail. Avec un plan massif d'investissement dans les compétences, la redéfinition de l'assurance-chômage, le bonus-malus pour pénaliser les employeurs qui abusent de contrats courts et la réforme de la formation professionnelle et de l'apprentissage, la France a la capacité de mettre en place les nouveaux outils de la protection des actifs dans l'économie numérique. L'enjeu est de construire un système qui participe à l'égalité des chances, modernise la gouvernance des entreprises et donne confiance. Il ne faut pas que les conservatismes affadissent ce projet.

Deuxièmement, des résultats sur le front européen. Emmanuel Macron n'a caché ni son engagement ni ses critiques sur le fonctionnement actuel de l'Union. Les chantiers sont nombreux, beaucoup mettront du temps à déboucher dans des conditions politiques – nouvelle coalition allemande, élections autrichiennes – qui ne sont pas spontanément favorables. Il importe cependant de progresser rapidement et concrètement sur les dossiers les plus significatifs : après l'accord récemment obtenu sur le travail détaché, les prochains dossiers concernent le pilotage de la zone euro et la lutte contre la concurrence fiscale. Il en va de la capacité de notre économie à répondre aux chocs futurs et de l'acceptabilité sociale de la concurrence intra-européenne.

Troisièmement, une rénovation en profondeur de l'action publique. Si le gouvernement ne parvient pas à réduire structurellement la dépense, ou s'il n'arrive à le faire que nominale, à coups de rabot et d'expédients, il ne pourra pas à la fois refaire de l'Etat une force de transformation, mener à bien son programme en faveur des classes populaires et des classes moyennes et satisfaire à nos engagements européens. Les deux quinquennats précédents ne sont pas parvenus à résoudre une équation simple et redoutable : sans révision des missions ni transformation de l'organisation de la sphère publique, les techniques traditionnelles ne suffisent pas à recréer des marges de manœuvre budgétaires significatives. Or non seulement celles-ci sont indispensables, mais l'Etat doit aussi retrouver une capacité à investir et à agir dans les domaines où il est irremplaçable. C'est dire combien la tâche est exigeante.